COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CONTY EN DATE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 2022 A 19 HEURES

Date de convocation : 17/11/2022

SOMMAIRE :

- 1 – POINT FINANCIER ET DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE ;
- 2 – EMPRUNT CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL ;
- 3 – POINT SUR LE SINISTRE DU 23 OCTOBRE 2022 ;
- 4 – DIAGNOSTICS ARCHEOLOGIQUES ;
- 5 – EFFACEMENT ET RENFORCEMENT RESEAUX ROUTE DE BELLEUSE ;
- 6 – TAXE AMENAGEMENT : REVERSEMENT REGLEMENTAIRE A LA CC2SO ;
- 7 – POINT SUR LES TRAVAUX ;
- 8 – QUESTIONS D'ACTUALITE :
 - . CESSION DE PARCELLES AVENUE CLAUDE JEUNEMAITRE ;
 - . RECENSEMENT POPULATION 2023 ;
 - . CREATION 200 BRIGADES GENDARMERIE ;
- 9– QUESTIONS DIVERSES.

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit Novembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de CONTY s'est réuni sous la présidence de M. BOHIN Pascal, Maire, dans la salle de réunion de la CC2SO 8 rue Caroline Follet (compte tenu de l'indisponibilité de la Maison des Enfants) à CONTY.

Etaient présents :

BOHIN Pascal	DENIS Mathieu
RENAUX Jean-Michel	LELEU Linda
GREVIN Cécile	BESQUENT-PHILIPPE Brigitte
FAY José	VAN OOTEGHEM Clarisse
VASELLI Bérengère	ESTIENNE Romain
BOULANGER Héloïse	BROISSART Dominique

Excusés : Mme BRKA Virginie ayant donné pouvoir à M. DENIS Mathieu, M. THIERRY Patrick ayant donné pouvoir à Mme GREVIN Cécile, Mme RONGIER Marie-Laure ayant donné pouvoir à Mme VAN OOTEGHEM Clarisse, Mme DE TOMI Isabelle, M. MANCAUX Christophe, M. DEVISMES Arnaud, excusés et M. DUCROCQ Jonathan, absent.

M. le Maire accueille M. ESTIENNE Romain qui remplace M. CARON Yannick, démissionnaire.

Mme GREVIN Cécile a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal (article L 2121.15 du CGCT).

Le procès-verbal du 13 Octobre 2022 est adopté à l'unanimité.
L'ordre du jour est ensuite abordé.

I – POINT FINANCIER ET DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE :

M. le Maire présente à l'assemblée la situation budgétaire arrêtée au 21 Novembre 2022 et propose la décision modificative suivante :

Dépenses d'investissement :

- Article 2041512 (opération 13)	:	116 800 €uros
- Article 2015582 (opération 13)	:	- 116 800 €uros
- Article 21318 (opération 12)	:	- 1 329 €uros
- Article 21758 (opération 11)	:	660 €uros
- Article 2183 (opération 11)	:	669 €uros

La proposition est acceptée à l'unanimité.

II – EMPRUNT CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL :

Dans le cadre du financement de la construction du centre technique municipal, M. le Maire rappelle que la réalisation d'un emprunt a été prévue au budget.

Il présente à l'assemblée les différentes propositions des organismes bancaires pour un montant de 630 000 €uros, certaines à taux fixe ou variable, certaines sur une durée de 15 ou 25 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (vote contre de M. FAY José et abstention de Mme LELEU Linda) décide de retenir la proposition de la Caisse d'Epargne pour un emprunt de 630 000 €uros sur une durée de 15 ans, avec échéance trimestrielle, au taux de 3,19%.

M. le Maire est autorisé à signer toutes pièces relatives à cet objet.

III – POINT SINISTRE DU 23 OCTOBRE 2022 :

M. le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune a été traversée par une tornade le 23 Octobre dernier et que cet évènement a occasionné d'importants dégâts. A cette occasion, la Commune a pu bénéficier d'un important dispositif de secours et d'intervention d'urgence (pompiers, sécurité civile, gendarmerie) et a reçu le soutien de communes voisines (Monsures, Molliens, Poix de Picardie), de particuliers. M. le Maire remercie les élus qui se sont mobilisés en son absence dès le dimanche soir et leur en est reconnaissant.

Trinival a été très réactif par la mise à disposition de bennes et le retrait des déchets à titre gratuit.

A ce jour, des travaux d'urgence permettant de couvrir les bâtiments communaux touchés ont été réalisés, ainsi que les diagnostics amiante. La reconstruction des bâtiments fera l'objet d'un appel d'offres. Les experts sont en cours d'évaluation des dommages.

M. le Maire informe l'assemblée que la Commune a bénéficié d'aides financières pour lesquelles il conviendra de réfléchir à leur utilisation : Département : 10 000 €uros, Ville d'Amiens 5 000 €uros, Commune de Boves : 2 500 €uros, associations et particuliers : 1 400 €uros.

IV – DIAGNOSTICS ARCHEOLOGIQUES : CONVENTION INRAP :

Dans le cadre des aménagements des aires de multi-activités, les services de l'Etat, par arrêtés préfectoraux n°80.2022.259.A1 et n°80.2022.258.A1, ont prescrit un diagnostic archéologique sur le terrain de Conty et de Wailly.

Conformément à l'article R 523.30 du code du patrimoine, une convention doit être signée avec l'INRAP. Son objet est de préciser les conditions de réalisation de l'opération archéologique. Ces conventions ne contiennent aucune clause relative à la redevance d'archéologie préventive qui sera réglée par la Commune ni les délais d'intervention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le Maire à signer les conventions correspondantes.

V – EFFACEMENT ET RENFORCEMENT DES RESEAUX ROUTE DE BELLEUSE :

Par délibération du 3 mars 2022, le Conseil Municipal a décidé de faire réaliser l'effacement des réseaux et le renforcement électrique route de Belleuse. La participation communale estimée à l'époque est en baisse et la Fédération Départementale d'Energie de la Somme propose donc de signer les conventions correspondantes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le Maire à signer les conventions n°10.TE.0247.EF et 10.TE.0203.RE.

VI – REVERSEMENT TAXE AMENAGEMENT A LA CC2SO :

M. le Maire rappelle à l'assemblée que la taxe d'aménagement est un impôt local perçu par les communes et le département et concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagement de toute nature, nécessitant l'obtention d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable).

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement avec la structure intercommunale est désormais obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances 2022. Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) ».

Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 2022. Il est proposé aux communes concernées qu'elles reversent 1% des recettes correspondant à la taxe d'aménagement, hors zone d'activité (Le Bosquel et Croixrault), à la C.C.2.S.O.

Vu le code générale des collectivités territoriales,
Vu l'article 109 de la loi de finances pour 2022,
Vu l'article L 331.2 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve le principe de reversement de 1% de la part communale de la taxe d'aménagement à la CC2SO ;
- Décide que ce recouvrement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1^{er} janvier 2022 ;
- Autorise le Maire à signer les conventions à intervenir et les éventuels avenants fixant les modalités de reversement avec chaque commune concernée et ayant délibéré de manière concordante ;
- Autorise le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- Précise que ce partage de la taxe d'aménagement demeure applicable jusqu'à adoption de nouveaux taux.

VII – POINT SUR LES TRAVAUX :

- RESTAURATION EGLISE ST-ANTOINE :

La phase 1 des travaux est maintenant achevée, les échafaudages ont été déplacés et la phase 2 devrait débuter prochainement.

Les demandes de subventions de cette seconde phase ont été sollicitées. Pour le moment nous avons obtenu l'accord du Département à hauteur de 211 765 €uros.

- CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL :

Les travaux ont pris un mois de retard du fait d'une mauvaise coordination des différents corps de métiers. Le centre technique devrait être livré normalement en avril 2023.

M. le Maire invite les conseillers intéressés à participer à la réunion de chantier qui se tient tous les mardis matin à 9 H.

- BARDAGE VESTIAIRES DE FOOTBALL :

M. FAY José précise que ces travaux seront effectués une fois que l'entreprise CMB aura achevé ses interventions sur le centre technique municipal.

- RESEAUX ET AMENAGEMENTS HAMEAU DE LUZIERES :

M. le Maire précise que l'entreprise rencontre des difficultés pour la livraison des mâts pour la rue du Château. Au niveau des aménagements sécuritaires, la consultation a été lancée par le maître d'œuvre. Il a été précisé le caractère d'urgence de ces travaux.

M. ESTIENNE Romain confirme l'urgence de ces aménagements car chaque jour il peut constater la vitesse excessive des véhicules. De plus la voie étant empruntée par des gros engins, il faudra veiller à ce que les aménagements prennent en compte ce point.

- AMENAGEMENT SECURITAIRE RUE CAROLINE FOLLET :

Les coussins berlinois sont en cours de pose.

- SECURITE ROUTE DE BELLEUSE :

M. FAY José pense qu'il convient de réfléchir à un aménagement sécurisé route de Belleuse compte tenu du futur centre de secours et du centre technique municipal sur cet axe. Cette voie est très empruntée et les véhicules provenant de Belleuse roulent très vite.

M. le Maire précise que la demande de permis de construire pour le centre de secours doit être déposée fin janvier.

- **BOIS DE CONTY :**

M. RENAUX Jean-Michel informe l'assemblée que le bois de Conty a souffert du passage de la tornade. Environ 1 hectare ½ d'arbres est couché. Une entreprise a été contactée afin de valoriser les grumes qui pourraient être vendues jusqu'à 800 €uros. Une étude et des devis devraient nous parvenir prochainement afin de prévoir une opération de plantations avec des essences différentes.

M. le Maire précise qu'une dotation de solidarité en faveur des collectivités touchées par des événements climatiques peut être demandée dans un délai de deux mois suivant la catastrophe. Les espaces boisés du domaine public sont éligibles à cette indemnisation puisqu'ils ne rentrent pas dans l'assurance.

VIII – QUESTIONS D'ACTUALITE :

- **CESSION DE PARCELLES AVENUE CLAUDE JEUNEMAÎTRE :**

M. le Maire informe l'assemblée que dans les années 90, chaque propriétaire de l'avenue Claude Jeunemaître avait eu la possibilité d'acquérir pour le franc symbolique par m² la parcelle communale à l'arrière de leur propriété, parcelles sur lesquelles est présente une servitude : présence d'une canalisation et de regards.

A l'époque, certains n'avaient pas donné suite à cette offre et depuis certaines maisons ont changé de propriétaires.

M. le Maire présente à l'assemblée la demande de régularisation de M. Mme RENAUX Jean-Michel pour la parcelle cadastrée section ZK n°136 pour 362 m² dont le paiement a été effectué auprès du Trésor Public en 1991.

M. le Maire présente ensuite la demande d'acquisition M. Mme LHERONDEL Daniel pour la parcelle cadastrée section ZK n°137 pour 396 m².

Enfin, M. le Maire présente la demande d'acquisition de M. Mme FAY José pour la parcelle se situant sur le côté et à l'arrière de leur propriété au 28 avenue Claude Jeunemaître. Cette parcelle n'a jamais fait l'objet de division cadastrale, il convient donc de la prévoir.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal (M. RENAUX Jean-Michel et M. FAY José ne participant pas au vote), à l'unanimité :

- Autorise le Maire à régulariser l'acte de vente de la parcelle ZK n°136 avec M. Mme RENAUX Jean-Michel auprès de Maître CODEVELLE, Notaire à CONTY aux conditions réglées en 1991 ;
- Autorise le Maire à vendre à M. Mme LHERONDEL Daniel la parcelle ZK n°137 d'une superficie de 396 m² au prix de 1€uro le m² auquel il convient d'ajouter les frais de bornage s'élevant à 131.92 €uros. Les frais notariés pour l'acte restent à la charge de l'acquéreur ;

- Autorise le Maire à procéder à la division cadastrale de la parcelle communale ZK n°133 pour un montant de 750 €uros TTC ;
- Autorise le Maire à vendre à M. Mme FAY José la parcelle sur le côté et l'arrière de leur propriété 28 avenue Claude Jeunemaître (suite à la division) à hauteur de 1 €uro le m², prix auquel il convient d'ajouter les frais de géomètre qui s'élèvent à 750 €uros TTC. Une servitude de passage sera prévue afin d'accéder au regard sur trouvant sur le terrain. Les frais notariés pour l'acte restent à la charge de l'acquéreur.
- Autorise le Maire à signer tous les actes correspondants auprès de Maître CODEVELLE Gonzague, Notaire à CONTY.

- RECENSEMENT POPULATION :

Dans le cadre du recensement de la population qui se déroulera du 19 Janvier au 18 Février 2023, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe les rémunération des intervenants comme suit :

Agents recenseurs :	
Feuille de logement :	1.20 €
Bulletin individuel :	1.50 €
Formation :	30 € (pour les deux ½ journées)

Coordinateur :	250 €
----------------	-------

M. le Maire précise que ces frais sont en partie compensés par la dotation versée par l'Etat à la Commune.

- CREATION DE 200 BRIGADES :

M. le Maire informe l'assemblée d'un projet piloté par le ministère de l'intérieur pour la création de 200 brigades de gendarmerie qui répond à trois objectifs :

- . renforcer la confiance envers l'Etat des populations éloignées des agglomérations ;
- . réparer un maillage territorial distendu et répondre à un besoin de proximité des français ;
- . améliorer la sécurité de tous les français par un accroissement de la présence sur la voie publique des forces de l'ordre.

Les communes qui souhaitent se positionner doivent être en mesure de proposer, outre une solution temporaire, une capacité d'accueil de locaux de service et techniques et de logements pour les militaires et de leurs familles.

Sous réserve de vérification des conditions auprès du Préfet, M. le Maire propose au Conseil Municipal de positionner Conty pour l'accueil d'une nouvelle brigade en complément du SPIG existant.

M. le Maire reconnaît que la présence sur le terrain s'est améliorée depuis quelques temps.

Mme VASELLI Bérengère et Mme VAN OOTEGHEM Clarisse signalent des délais d'interventions trop longs lors des appels. Ce serait peut-être un plus d'avoir une brigade sur Conty.

IX – QUESTIONS DIVERSES :

A la demande de M. THIERRY Patrick, Mme GREVIN Cécile souhaite avoir plus de précisions concernant l'intervention de Mme VAN OOTEGHEM Clarisse lors du dernier conseil municipal, au cours de laquelle elle sous-entendait que le règlement du cimetière n'était pas appliqué à tous.

Mme VAN OOTEGHEM Clarisse reconnaît qu'elle n'a pas eu le temps de vérifier le règlement à ce sujet. Elle y reviendra lors d'une prochaine séance.

Mme GREVIN Cécile revient sur les différents événements de cette fin d'année détaillée sur la Brève distribuée récemment.

Elle précise également que la Commune a investi cette année sur quelques illuminations supplémentaires installées aux abords des écoles.

M. le Maire précise que l'extinction de l'éclairage public entre 0 H et 5 H, prévu à compter du 1^{er} novembre a été reculée au 1^{er} décembre compte tenu du sinistre subi dans la Commune. L'éclairage public sera toutefois maintenu les nuits des 24, 25, 31 décembre et le 1^{er} janvier. Cette extinction est réalisée à titre expérimental pour 3 mois.

M. FAY José précise que l'économie engendrée sera calculée par la FDE 80.

Mme VASELLI Bérengère signale que certains panneaux de signalisation sont cachés par des haies mal entretenues rue des Ecoles.

M. le Maire informe l'assemblée que des travaux ont débutés sur le terrain d'évolution à côté de l'école maternelle pour l'accueil des bâtiments mobiles dans lesquels seront installés les salles de classes et le péricolaire.

Mme BOULANGER Héloïse signale un problème récurrent au niveau du réseau téléphonique sur Luzières. Ceci présente un point noir au niveau de la sécurité des administrés qui se retrouvent sans téléphone fixe ou mobile régulièrement.

Mme VASELLI Bérengère suggère que l'on intervienne auprès de la Préfecture afin d'accélérer la validation du projet présenté par Orange.

Mme VASELLI Bérengère revient sur la sécurisation du cheminement des enfants de Wailly jusqu'à l'arrêt de bus situé sur le CD. A ce sujet, M. DENIS Mathieu signale que les bas-côtés sont très abimés et ne permettent pas aux piétons de circuler en toute sécurité. De plus la partie bitumée se dégrade du fait du passage réguliers de camion intervenant sur les travaux du château. Il conviendrait de demander la remise en état des abords.

M. le Maire signale que la Commune est propriétaire jusqu'au pont, au-delà il s'agit de la Commune d'O de Selle auprès de qui nous devons obtenir une autorisation de travaux.

Mme BESQUENT-PHILIPPE Brigitte suggère de demander la modification du circuit du bus. La demande a été faite mais sans résultat.

Mme BESQUENT-PHILIPPE Brigitte signale également la vitesse excessive des véhicules rue Guy de Ségonzac et le non-respect régulier des priorités de circulation le long de l'Eglise. M. le Maire demandera l'intervention des services de gendarmerie. Mme GREVIN Cécile suggère l'installation d'un radar répressif rue Guy de Ségonzac.

Mme VAN OOTEGHEM Clarisse demande que soit communiqué à M. ESTIENNE Romain les commissions dans lesquelles il est membre : Commission des Finances, Commission de l'Environnement, Commission d'Appel d'offres et Commission Culture, sports et cérémonies LSP.

M. BROISSART Dominique souhaite pouvoir acquérir la parcelle du tour de ville le long de sa propriété.

En l'absence d'autres questions, la séance est levée à 21 H.10.